



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/747
21 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session
Point 91 de l'ordre du jour

ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE

Rapport de la Troisième Commission

Rapporteur : M. Mario de LEON (Philippines)

I. INTRODUCTION

. A sa 3e séance plénière (21 septembre 1990), l'Assemblée générale a décidé sur recommandation du Bureau d'inscrire à son ordre du jour un point intitulé "Elimination de toutes les formes de discrimination raciale" et de le renvoyer à la Troisième Commission.

2. La Commission a examiné cette question, en même temps que les points 88, 98 et 103, à ses 4e à 10e, 18e, 28e, 29e et 31 séances, tenues respectivement les 10, 11, 12, 15, 16 et 24 octobre et 1er, 2 et 5 novembre 1990. Son débat général sur le sujet est consigné dans les comptes rendus analytiques des séances correspondantes (A/C.3/45/SR.4 à 10).

3. Pour l'examen de cette question, la Commission disposait des documents ci-après :

- a) Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale 1/;
- b) Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (A/45/402);
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (A/45/406);

1/ A/45/18 (à paraître dans la série Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément No 18).

d) Rapport du Secrétaire général sur la situation financière du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (A/45/579);

e) Lettre datée du 23 février 1990, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/139-S/21163);

f) Lettre datée du 23 février 1990, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Yougoslavie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/140-S/21164);

g) Lettre datée du 20 mars 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/174);

h) Lettre datée du 23 mars 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/178);

i) Lettre datée du 4 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/202-S/21230);

j) Lettre datée du 5 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/203-S/21231);

k) Lettre datée du 12 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/216-S/21248);

l) Lettre datée du 18 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/222-S/21255);

m) Lettre datée du 19 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/225-S/21256);

n) Lettre datée du 24 avril 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/254-S/21271);

o) Lettre datée du 2 mai 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/265-S/21284);

p) Lettre datée du 7 mai 1990, adressée au Secrétaire général par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (A/45/269-S/21288).

/...

4. Des déclarations liminaires sur le sujet ont été faites à la 3e séance (8 octobre 1990) par le Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et le Directeur adjoint du Centre pour les droits de l'homme (voir A/C.3/45/SR.3).

II. EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTIONS PROPOSES

A. Projet de résolution A/C.3/45/L.7

5. A la 18e séance (24 octobre), un projet de résolution intitulé "Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale" (A/C.3/45/L.7) a été présenté par le représentant de la Yougoslavie au nom des pays suivants : Algérie, Australie, Bangladesh, Bulgarie, Chypre, Colombie, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Ethiopie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Jamaïque, Maroc, Mexique, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Pologne, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, et Yougoslavie, auxquels se sont par la suite associés le Sénégal, Vanuatu et le Venezuela.

6. A sa 28e séance (1er novembre), la Commission a adopté sans vote ce projet de résolution (voir par. 15, projet de résolution I).

7. Après l'adoption du projet de résolution, des déclarations ont été faites par les représentants des Pays-Bas, d'Israël et de l'Allemagne.

B. Projet de résolution A/C.3/45/L.8

8. A la 18e séance également, un projet de résolution intitulé "Etat de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale" (A/C.3/45/L.8) a été présenté par le représentant de la Belgique au nom des pays suivants : Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Bahamas, Barbade, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, France, Hongrie, Inde, Italie, Luxembourg, Maroc, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Rwanda, Sénégal, Suède, Tchécoslovaquie, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay et Yougoslavie, auxquels se sont par la suite associés le Botswana, l'Equateur, l'Ethiopie et Vanuatu.

9. A sa 29e séance (2 novembre), la Commission a adopté sans vote ce projet de résolution (voir par. 15, projet de résolution II).

C. Projet de résolution A/C.3/45/L.11

10. Toujours à la 18e séance, un projet de résolution intitulé "Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid" (A/C.3/45/L.11) a été présenté par le représentant de la Zambie au nom des pays suivants : Algérie, Burkina Faso, Ethiopie, Jamahiriya arabe libyenne, Mali, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe, auxquels se sont par la suite associés la Colombie, Cuba, la République islamique d'Iran, Vanuatu et le Yémen.

11. A sa 29e séance (2 novembre), la Commission, a voté comme suit sur le projet de résolution :

a) Au cinquième alinéa du préambule, l'expression "terrorisme d'Etat", ayant fait l'objet d'un vote enregistré, a été maintenue par 96 voix contre 17, avec 24 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Iles Salomon, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Australie, Autriche, Bulgarie, Costa Rica, El Salvador, Finlande, Honduras, Hongrie, Islande, Liechtenstein, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Samoa, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques.

b) Le sixième alinéa du préambule, ayant fait l'objet d'un vote enregistré, a été maintenu par 105 voix contre 12, avec 22 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis,

Equateur, Ethiopie, Fidji, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Australie, Autriche, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, Gabon, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Liechtenstein, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

c) Le paragraphe 5 du dispositif, ayant fait l'objet d'un vote enregistré, a été maintenu par 105 voix contre 10, avec 22 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine,

/...

République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Australie, Autriche, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Japon, Liechtenstein, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

d) Le paragraphe 8 du dispositif, ayant fait l'objet d'un vote enregistré, a été maintenu par 106 voix contre 14, avec 18 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Australie, Autriche, Bulgarie, Canada, Finlande, Hongrie, Islande, Israël, Liechtenstein, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

12. A la même séance, le représentant de l'Italie, intervenant au nom des Etats de la Communauté européenne, a expliqué par avance ce que serait le vote de ces Etats sur l'ensemble du projet de résolution.

13. Toujours à la même séance, la Commission, à l'issue d'un vote enregistré, a adopté le projet de résolution A/C.3/45/L.11 dans sa totalité, par 109 voix contre une, avec 30 abstentions (voir par. 15, projet de résolution III). Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Swaziland, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie.

14. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants des pays suivants : Etats-Unis, Australie, Japon, Nouvelle-Zélande, Autriche, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine et Islande (cette dernière au nom également de la Finlande, de la Norvège et de la Suède) ont expliqué le sens dans lequel ils avaient voté.

III. RECOMMANDATIONS DE LA TROISIEME COMMISSION

15. La Troisième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

L'Assemblée générale.

Rappelant ses résolutions précédentes sur les rapports du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et ses résolutions relatives à l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 2/, ainsi que ses autres résolutions relatives à l'application du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale 3/.

Réaffirmant l'importance de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui, de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, est le plus largement accepté,

Consciente de l'importance des contributions du Comité aux efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies pour combattre le racisme et toutes les autres formes de discrimination fondée sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique,

Réaffirmant de nouveau la nécessité d'intensifier la lutte pour l'élimination du racisme et de la discrimination raciale menée dans le monde entier, en particulier pour l'élimination du système d'apartheid en Afrique du Sud,

Soulignant l'obligation qu'ont tous les Etats parties à la Convention de prendre des mesures législatives, judiciaires et autres afin d'assurer l'application intégrale des dispositions de la Convention,

Rappelant les appels pressants que le Secrétaire général, l'Assemblée générale, les réunions des Etats parties à la Convention et le Comité lui-même ont lancés aux Etats parties pour qu'ils s'acquittent des obligations financières qui leur incombent en vertu de la Convention,

Gravement préoccupée de constater qu'en dépit de ces appels et d'autres efforts, le calendrier des réunions du Comité n'a pu être respecté, ce dont le fonctionnement du Comité continue de se ressentir,

2/ Résolution 2106 A (XX), annexe.

3/ Résolution 38/14.

Rendant hommage aux membres du Comité pour s'être efforcés de trouver des moyens de résoudre la crise financière actuelle du Comité,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la question du financement des dépenses des membres du Comité 4/,

1. Exprime sa profonde préoccupation devant le fait qu'un certain nombre d'Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ne se sont toujours pas acquittés de leurs obligations financières, ce qui a eu pour conséquence l'annulation de la session du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale prévue pour le printemps 1990;

2. Exprime de nouveau sa préoccupation devant le fait que cette situation a provoqué un retard supplémentaire dans les efforts du Comité pour s'acquitter de ses obligations de fond en vertu de la Convention;

3. Félicite le Comité de l'oeuvre qu'il accomplit en ce qui concerne l'application de la Convention et du Programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

4. Prend acte avec satisfaction du rapport du Comité sur les travaux de sa trente-huitième session 5/;

5. Demande aux Etats parties de s'acquitter pleinement des obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention et de présenter en temps voulu leurs rapports périodiques sur les mesures prises pour appliquer la Convention;

6. Lance un appel pressant à tous les Etats parties, en particulier ceux qui sont redevables d'arriérés, pour qu'ils s'acquittent des obligations financières qui leur incombent en vertu du paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention et pour qu'ils versent avant le 1er février 1991 leurs contributions non acquittées et, si possible, leurs contributions pour 1991, afin de permettre au Comité de se réunir régulièrement;

7. Prie le Secrétaire général de chercher à obtenir au plus tôt l'assentiment des Etats parties à la Convention pour créer un "fonds pour imprévus", comme la Commission des droits de l'homme recommandait qu'il le fasse dans sa résolution 1990/25 du 27 février 1990 6/;

4/ A/45/579.

5/ A/45/18 (à paraître en tant que Supplément No 18 des Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session.

6/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1990, Supplément No 2 (E/1990/22, chap. II, sect. A).

8. Invite le Secrétaire général à étudier d'autres moyens d'asseoir le financement futur de toutes les dépenses du Comité sur une base plus sûre;
9. Demande au Secrétaire général d'engager les Etats parties redevables d'arriérés à régulariser leur situation et de lui rendre compte à ce sujet lors de sa quarante-sixième session;
10. Décide d'examiner le rapport du Secrétaire général sur la situation financière du Comité et le rapport du Comité à sa quarante-sixième session, au titre de la question intitulée "Elimination de toutes les formes de discrimination raciale".

PROJET DE RESOLUTION II

Etat de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

L'Assemblée générale.

Rappelant ses résolutions pertinentes depuis 1973, dont la dernière en date est la résolution 43/95 du 8 décembre 1988,

Exprimant sa satisfaction que, depuis le 3 décembre 1982, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a compétence pour recevoir et examiner des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes, conformément à l'article 14 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 1/,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général concernant l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale 2/;

2. Exprime sa satisfaction devant le nombre des Etats qui ont ratifié la Convention ou y ont adhéré;

3. Réaffirme une fois de plus sa conviction que la ratification de la Convention ou l'adhésion à cet instrument sur une base universelle ainsi que l'application de ses dispositions sont nécessaires pour réaliser les objectifs de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale 2/;

1/ Résolution 2106 A (XX), annexe.

2/ A/45/402.

2/ Résolution 38/14.

4. Prie les Etats qui ne sont pas encore parties à la Convention de la ratifier ou d'y adhérer;

5. Demande aux Etats parties d'envisager la possibilité de faire la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention;

6. Prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-septième session, un rapport sur l'état de la Convention, sur la base de la résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée, en date du 21 décembre 1965.

PROJET DE RESOLUTION III

Etat de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 41/103 du 4 décembre 1986, 42/56 du 30 novembre 1987, 43/97 du 8 décembre 1988 et 44/69 du 8 décembre 1989,

Consciente que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid 10/ constitue un traité international important dans le domaine des droits de l'homme et contribue à la réalisation des idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme 11/,

Réaffirmant sa conviction que l'apartheid est un crime contre l'humanité et constitue une négation totale des buts et principes de la Charte des Nations Unies, et une violation flagrante des droits de l'homme, menaçant gravement la paix et la sécurité internationales,

Condamnant énergiquement la politique et le système détestables que constitue l'apartheid, de même que la répression brutale dont il s'accompagne, qui continuent d'aggraver la situation en Afrique du Sud,

Soulignant que la cause profonde du conflit en Afrique australe réside dans l'apartheid et dans la politique d'agression, de terrorisme d'Etat et de déstabilisation que le régime raciste dirige contre les Etats de première ligne et les autres Etats voisins,

Condamnant la collaboration que certains Etats et sociétés transnationales continuent d'apporter au régime raciste d'Afrique du Sud dans les domaines politique, économique, militaire et autres, l'encourageant ainsi à intensifier son odieuse politique d'apartheid,

10/ Résolution 3068 (XXVIII), annexe.

11/ Résolution 217 A (III).

Soulignant que la ratification de la Convention ou l'adhésion à cet instrument sur une base universelle ainsi que l'application sans retard de ses dispositions sont nécessaires à son efficacité et contribueront donc à l'élimination du crime d'apartheid,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général concernant l'état de la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid 12/;
2. Félicite les Etats parties à la Convention qui ont présenté leurs rapports en vertu de l'article VII de cet instrument;
3. Lance de nouveau un appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait, en particulier à ceux dont la juridiction s'étend à des sociétés transnationales ayant des activités en Afrique du Sud et dont la coopération est indispensable pour mettre fin à ces activités, pour qu'ils ratifient la Convention ou y adhèrent sans plus tarder;
4. Souligne l'importance d'une ratification universelle de la Convention, qui constituerait une contribution effective à la réalisation des idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments relatifs aux droits de l'homme;
5. Demande à tous les Etats dont les sociétés transnationales continuent de traiter avec l'Afrique du Sud de prendre les mesures voulues pour qu'elles cessent de le faire;
6. Prie la Commission des droits de l'homme d'intensifier ses efforts, en collaboration avec le Comité spécial contre l'apartheid, en vue d'établir périodiquement la liste cumulative des personnes, organisations, institutions et représentants d'Etats qui sont présumés responsables des crimes énumérés à l'article II de la Convention, ainsi que de ceux d'entre eux qui font l'objet de poursuites judiciaires;
7. Prie le Secrétaire général de distribuer ladite liste à tous les Etats parties à la Convention et à tous les Etats Membres et d'appeler l'attention du public sur ces faits en utilisant tous les moyens de communication et de diffusion;
8. Prie également le Secrétaire général d'inviter les Etats parties à la Convention, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales à communiquer à la Commission des droits de l'homme des éléments d'information pertinents concernant les actes relevant du crime d'apartheid, tels qu'ils sont décrits à l'article II de la Convention, commis par des sociétés transnationales opérant en Afrique du Sud;

9. Note l'importance des mesures que les Etats parties doivent prendre dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation pour appliquer plus complètement la Convention;

10. Lance un appel à tous les Etats, aux organes de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales internationales et nationales pour qu'ils accroissent leurs activités de sensibilisation de l'opinion publique en dénonçant les crimes commis par le régime raciste d'Afrique du Sud;

11. Prie le Secrétaire général d'intensifier ses efforts, par les voies appropriées, en vue de diffuser des informations sur la Convention et son application et de susciter ainsi de nouvelles ratifications ou adhésions;

12. Prie également le Secrétaire général de faire figurer dans le prochain rapport annuel qu'il présentera en vertu de la résolution 3380 (XXX) de l'Assemblée générale, en date du 10 novembre 1975, une section spéciale consacrée à l'application de la Convention.
